

questions avant la séance du Conseil de Paris. Le budget est transmis aux conseillers de Paris 15 jours avant la séance de décembre. Il est présenté par les adjoints au sein des commissions dans lesquelles siègent les élus qui peuvent demander des amendements s'ils souhaitent faire évoluer certaines dépenses. Ces amendements sont débattus au Conseil de Paris et peuvent donner lieu à une lettre budgétaire rectificative. Des ajustements sont donc possibles jusqu'au vote. Le SG et la DFA notifient enfin le budget aux directions. « Nous assurons ensuite une sorte de service après-vente avec les directions pour expliciter les arbitrages rendus, et notamment les économies décidées par l'exécutif. C'est le côté compliqué de l'exercice, explique Guillaume Tinlot, chef du bureau F1. Cette année il a fallu rappeler le contexte contraint de l'exercice 2015. » À l'issue du vote du Conseil de Paris, le budget est transmis au Préfet et au comptable public. Il est ensuite basculé dans l'application Alizé afin de permettre aux services de la Ville de disposer des nouveaux crédits de l'année dès début janvier. ●

BUDGET 2015 : UN EXERCICE COMPLEXE

L'élaboration du budget a été plus complexe cette année : une nouvelle mandature avec une nouvelle équipe, un contexte très contraint, la préparation du programme d'investissement de la mandature (PIM)...

Le budget 2015 a été élaboré dans un contexte difficile pour l'ensemble des finances publiques françaises. La baisse des dotations de l'État, de 217 millions d'euros par rapport à 2014 pour Paris, a constitué une contrainte très importante pour nos finances. Le « bouclage » du budget en équilibre a été possible grâce à la mobilisation de tous, et notamment des directions qui ont recherché des pistes d'économies tout en conservant une qualité de service égale. « À l'instar du SG, le rôle de la DFA, par sa vision transversale des budgets des directions, a été de proposer et d'imaginer des pistes d'économies, discutées et précisées avec l'ensemble des directions », explique Guillaume Tinlot.

Tous les secteurs ont contribué à cet effort. « Nous avons par exemple réfléchi avec la direction de l'Information et de la Communication ou la direction de l'Immobilier, de la Logistique et des Transports sur les dépenses de communication, de transport ou de location. Le plus compliqué consiste à trouver des économies sans dégrader la qualité du service rendu. Nous avons été force de propositions, notamment en matière de réformes structurelles. Ces propositions ont permis d'éclairer les décisions et les choix de l'exécutif », explique Céline Lambert, chef du bureau sectoriel Économie et Social.

Par ailleurs, la négociation budgétaire avec les adjoints a eu lieu alors qu'ils venaient d'arriver. La maire a créé en 2014 un Conseil stratégique des finances qui a réuni plusieurs fois autour d'elle ses adjoints, en présence du SG et de la DFA, pour échanger sur les questions budgétaires et avancer des propositions de réformes et d'économies de nature à répondre aux besoins de financement de la collectivité. Ce Conseil a permis de réfléchir à la façon dont Paris pouvait agir avec ses partenaires extérieurs, comme sur la réforme de la taxe de séjour pour laquelle la capitale a été moteur. « Cela a permis de sensibiliser l'ensemble des acteurs politiques à la problématique budgétaire et de préserver les priorités et les intérêts de la collectivité », indique Dominique Frentz. ●

ZOOM

DÉCRYPTAGE

Baisse des dotations de l'État qui représentent 15 % des recettes. Il s'agit d'un mouvement national lié au plan d'économie de l'État de 11 milliards sur les collectivités locales, soit 217 millions d'euros en moins en 2015 pour Paris.

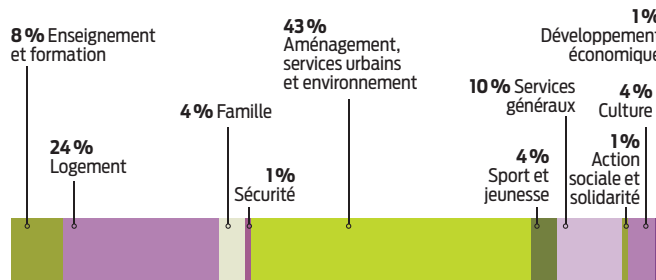
La péréquation concerne les fonds et mécanismes de redistribution de richesses entre collectivités (communes et départements), visant à réduire les inégalités constatées, aux niveaux national et régional. Paris assume ainsi un effort de solidarité à destination des collectivités moins

riches qu'elle : 70 millions d'euros de plus qu'en 2014 seront versés cette année. Ces dépenses devraient continuer à progresser dans les années qui viennent et pourraient représenter jusqu'à 10 % de nos dépenses.

La stabilité fiscale consiste à ne pas relever le taux des impôts locaux. Cent trente millions d'euros d'économies ont été réalisés en interne sur le fonctionnement courant des services et équipements : maîtrise de certaines consommations, certains marchés sont repensés de façon plus avantageuse, économies sur des prestations d'entretien et l'acquisition de petits matériels...

EN SAVOIR + Le budget 2016 sera compliqué car la baisse des dotations de l'État va se poursuivre jusqu'en 2017 pour un total de 600 M€ de recettes en moins, dont 200 M€ en 2016.

Dépenses d'investissement (BP 2015)



Dépenses de fonctionnement* (BP 2015)

*Masse salariale incluse

